

UNDT/2021/106, Isaksson

Décisions du TANU ou du TCNU

En ce qui concerne les mesures correctives: dans la mesure où l'enquête du panel de recherche de faits a entraîné une conclusion d'actions de la part du demandeur qui a appelé à des mesures correctives sous forme de formation et de conseil, les actions de l'intimé étaient procédurales. La mesure corrective prudente de la formation et des conseils pour le demandeur a été prise de manière appropriée conformément à ST / SGB / 2008/5 dans des circonstances où, bien qu'il n'y ait pas eu de faute, la manière du demandeur d'exercer ses fonctions a fait harceler un membre du personnel. Concernant la décision et la demande du demandeur pour sa résiliation: la rédaction de l'e-mail de décision n'a pas clairement transmis le message prévu selon lequel il n'y avait aucune conclusion d'inconduite et que, par conséquent, seules des mesures de gestion seront imposées. Ainsi, comme il n'y avait en fait pas de constatation d'inconduite, le courrier électronique de la décision doit être annulé afin qu'il soit retiré du dossier du demandeur. Toute conclusion négative concernant l'inconduite commise par le demandeur doit être retirée de son dossier.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Une lettre de décision du décideur informant le demandeur de l'issue d'une enquête d'enquête sur les faits entrepris en vertu de ST / SGB / 2008/5 concluant qu'il avait commis du harcèlement par l'abus d'autorité, imposant davantage les mesures correctives managériales.

Principe(s) Juridique(s)

Le demandeur a contesté la décision envoyée par courrier électronique qui l'a informé de l'issue d'un comité d'enquête d'enquête sur les faits qu'il avait commis du harcèlement par abus d'autorité. L'un des motifs de contestation de la décision a

été l'opinion que le panel de recherche de faits a commis une erreur en appliquant la procédure et les normes énoncées en ST / SGB / 2008/5 au lieu du régime juridique régissant l'utilisation de la force en vertu de ST / AI / 309 /Rev.2 [Autorité des agents de sécurité des Nations Unies]. Le demandeur a également soutenu que les personnes sur le panel d'obtention des faits manquaient d'expérience dans l'enquête sur les cas impliquant le recours à la force et qu'ils n'avaient pas pris en compte les conditions et les modalités appropriées pour recourir à un recours à la force, concluant à tort que la mesure temporaire de la retenue caractérisée harcèlement par opposition à une bonne utilisation de la force. Le demandeur cherche à annuler cette conclusion. Le demandeur recherche également la résiliation des mesures administratives imposées. À son tour, la soumission de l'intimé en réponse est que le panel a mené une enquête approfondie. Cela comprenait correctement les politiques et procédures de l'organisation sur l'utilisation de la force et des enquêtes. De plus, l'intimé affirme que la décision envoyée par courriel était appropriée et conforme à la SEC. 5.18 (b) de ST / SGB / 2008/5. La position de l'intimé est que les conclusions de fait que le panel, qui ont été acceptées par le décideur, ont été insuffisantes pour justifier des procédures disciplinaires. Au lieu de cela, seules des mesures de gestion raisonnables ont été imposées. Le Tribunal a constaté que la décision envoyée par courrier électronique impliquait à tort que l'issue de l'enquête entraînait une conclusion de harcèlement et d'abus d'autorité dans la conduite du demandeur. Après avoir examiné le rapport réel des conclusions du panel et la soumission de l'intimé, c'est la conclusion du tribunal selon laquelle il n'y avait en fait pas de conclusion que le demandeur a commis des actes de harcèlement ou d'abus d'autorité s'élevant à une éventuelle inconduite.

Résultat

Jugement rendu en faveur du requérant en intégralité ou en partie

Texte Supplémentaire du Résultat

La décision de l'intimé de constater comme un fait que le demandeur engagé dans des actes d'inconduite, à savoir le harcèlement et l'abus d'autorité est annulé. Tout dossier de ces conclusions doit être supprimé du dossier du demandeur.

Applicants/Appellants

Isaksson

Entité

MAINUK

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2019/8

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

14 Sep 2021

Duty Judge

Juge Honeywell

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Questions disciplinaires / fautes professionnelles

Abus d'autorité

Mesures non disciplinaires/administratives

Enquêtes

Enquête sur les faits

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/309/Rev.2

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2004/15
- ST/CSG/2008/5

Jugements Connexes

2011-UNAT-122

2013-UNAT-374

UNDT/2021/076